

mais a-t-elle adopté une résolution dans le même sens ?

M. TUPPER—Elle a été perdue par une majorité de trois voix.

M. OLIVER—Et combien de personnes assistaient à l'assemblée de Toronto ? Pas plus de quarante.

M. TUPPER—J'ai compris, d'après ce qu'en a dit le président, M. Howland, qu'y s'il trouvait 50 des principaux fabricants d'Ontario.

M. OLIVER—Pas un seul de ces individus ne représentait une majorité des fabricants dans leurs localités respectives.

Il n'y a aucun doute que le consommateur d'un article paie les droits dont il est frappé, et cependant c'est là la politique préconisée par l'Opposition. Il serait tout aussi sage d'imposer un droit sur le sel qui entre dans le pays, et imposer le sel de Goderich aux provinces maritimes.

Si les messieurs de l'Opposition réussissent jamais à imposer un droit de 75c. sur la houille, le peuple s'élèvera contre eux et les remplacera par d'autres.

Je ne répudierai pas le discours que l'on m'a reproché d'avoir fait. Dans cette occasion, j'ai cherché à faire ce que je croyais être à l'avantage du peuple; mais, après avoir mûrement étudié la question, je dois admettre que je m'étais trompé.

M. McCALLUM—Il est tout aussi probable que l'honorable député d'Oxford-Nord se trompe aujourd'hui comme il dit s'être trompé à l'époque dont il parle.

Le gouvernement a cru nécessaire de prélever un revenu en imposant un droit sur le thé, mais je dois dire que, en adoptant le droit que l'on propose d'imposer sur la houille, il retirerait un revenu encore plus considérable, tout en encourageant les propriétaires de mines de houille de la Nouvelle-Ecosse.

Les gens les plus égoïstes sont les députés qui ont proposé et secondé cette résolution, parce qu'ils ont appuyé un gouvernement libre-échangiste pendant cinq ans, et à la onzième heure ils viennent proposer une résolution comme celle-ci, qu'ils savent ne pas pouvoir faire adopter. S'ils pensaient

qu'elle le serait, voteraient-ils en sa faveur ? Je me propose de voter en faveur de cette résolution, parce qu'elle fait partie de la politique que je soutiens. J'espère qu'elle sera adoptée, et dans ce cas, comme c'est un vote de non-confiance dans le gouvernement, elle aurait l'effet de chasser les honorables messieurs de la droite de leurs sièges, et de les remplacer par des hommes qui modèleraient la politique du pays de manière à protéger ses industries et donner aux gens un bon salaire pour une bonne journée de travail.

M. COCKBURN — Jusqu'ici, j'ai gardé le silence pendant la discussion de la politique commerciale proposée à la Chambre depuis quelques années. Il est inutile pour moi d'expliquer les difficultés que j'entrevois dans la tentative d'appliquer un système qui puisse convenir à des intérêts différents et des sections différentes du pays.

L'honorable député de Cumberland a déjà admis qu'il était impossible de combiner ces intérêts de manière à y arriver, mais il va plus loin, et espère obtenir une majorité aux élections générales, qui lui permettra d'introduire la prétendue "politique nationale."

Les messieurs de l'Opposition ont eu une majorité dans deux Parlements. Dans le premier, ils adoptèrent cette politique nationale, mais ils furent contraints de l'abolir durant le même Parlement, et ils n'ont ensuite jamais tenté de la ressusciter.

Je serais fort heureux de voir prendre des moyens de créer un commerce interprovincial. Je n'éprouve aucun intérêt spécial pour aucune section ou aucune branche d'industrie particulière, et j'éprouve les plus grands sentiments de fraternité envers les députés des différentes provinces; mais, observant comme je le fais les signes des temps et les leçons de l'expérience, il n'est pas besoin d'une grande perception pour voir de suite que tout le plan que l'on propose est impraticable.

Les députés qui représentent des districts qui produisent du blé et de la farine ont leur politique à eux. Ils voudraient qu'il fût imposé un droit sur les céréales, tandis que ceux qui représentent les districts miniers les combattent, tout en désirant un impôt